

Un populisme de gauche est-il de bonne politique?

Le populisme n'est plus seulement une insulte ; il est aujourd'hui revendiqué, même à gauche. Plutôt que d'un « moment populiste », en réaction aux politiques néolibérales, on parlera ici d'une stratégie populiste, afin d'en évaluer l'efficacité pour la gauche.

Eric FASSIN, professeur de sociologie à l'université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis (département de science politique et département d'études de genre), chercheur au Laboratoire d'études de genre et de sexualité (LEGS, CNRS, Paris 8, Paris-Nanterre)*.

En France, le mot populisme a longtemps fonctionné comme une insulte : il servait à qualifier la percée du Front national depuis les années 1980. Cet euphémisme permettait d'écarter le spectre du fascisme, supposé étranger à la culture politique française. C'était mettre l'accent sur la rhétorique d'une extrême droite renouvelée qui oppose le « peuple » à « l'establishment ». Avec un risque toutefois : confondre « populiste » et « populaire », comme si xénophobie et racisme étaient des propriétés de classe dont la bourgeoisie éduquée serait exempte. Dans l'usage, ce vocable trahissait ainsi une forme de racisme de classe bien fait pour justifier l'anti-élitisme... On l'a mieux compris quand le terme a été appliqué aux électeurs de gauche qui, à rebours du sens commun de leurs dirigeants, ont voté contre le Traité constitutionnel européen lors du référendum de 2005 – ou, quelques années plus tard lorsque dans *Le Monde* le dessinateur Plantu confondait dans une même réprobation les « néopopulismes » du Front national et du Front de gauche en adonnant, et Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon, d'un

* L'auteur a notamment publié : *Démocratie précaire. Chroniques de la déraison d'Etat* (La Découverte, 2012), *Roms & riverains : une politique municipale de la race* (La Fabrique, 2014), *Gauche : l'avenir d'une désillusion* (Textuel, 2014), *Populisme : le grand ressentiment* (Textuel, 2017).

« Ni droite, ni gauche » : ce pourrait être la devise du populisme d'extrême droite. « Et droite, et gauche » : c'est la réponse du populisme du centre.

brassard aux relents historiques nauséabonds. Bref, l'appellation « populiste » ne qualifiait que pour disqualifier.

Or les choses ont changé. Depuis quelques années, on voit des politiques se réclamer du populisme, au lieu de le répudier. C'est le cas à l'extrême droite ; mais c'est également vrai à gauche, où le candidat de la France insoumise, loin de rejeter un label naguère jugé infamant, revendique fièrement ce vocable pour mieux affirmer son lien avec le peuple. Même le candidat de la République en marche n'a pas hésité à endosser un habit d'autant plus inattendu qu'il apparaît comme un populisme des élites... C'est le paradoxe d'une démarche qui prétend remédier à la supposée « crise de la représentation » par des proclamations « antisystème » que chaque candidat, parti ou mouvement qui aspire à représenter le pays, peut reprendre à son compte.

Les usages politiques du populisme

On comprend l'intérêt du FN : comme il a de longue date raillé l'UMPS, le populisme lui apparaît comme une stratégie politique qui lui permet de faire l'amalgame entre la droite et la gauche.

C'est d'autant plus facile que le socialisme de gouvernement s'est employé à effacer la frontière entre les deux, en matière d'économie, avec le « traité Merkozy », que François Hollande dénonçait, avant une fois élu de s'y rallier, mais aussi d'immigration, comme en témoigne par exemple, de Nicolas Sarkozy à Manuel Valls, la continuité de la politique à l'égard des Roms. On conçoit également la stratégie d'Emmanuel Macron : le nouveau président de la République pousse à son terme la logique de son prédécesseur en cherchant à dépasser l'alternative entre les deux camps, pour mieux faire éclater l'un et l'autre.

« Ni droite, ni gauche » : ce pourrait être la devise du populisme d'extrême droite. « Et droite, et gauche » : c'est la réponse du populisme du centre. Alors que l'alternance des partis n'apparaît plus comme un gage d'alternative politique, ce n'est donc pas un hasard si les deux se sont retrouvés face à face lors du second tour de l'élection présidentielle de 2017. En revanche, il semble clair que la gauche n'a rien à gagner à l'effacement de l'opposition avec la droite : on le sait depuis longtemps, il faut être de droite pour n'éprouver pas le besoin de

marquer ce clivage. On peut d'autant plus s'étonner que, dans ce contexte, pour Jean-Luc Mélenchon, il ne soit plus question en 2017 (comme c'était pourtant le cas en 2012) de Front de gauche, ni de Parti de gauche, et qu'il préfère désormais le drapeau tricolore au drapeau rouge, et *La Marseillaise* à *L'Internationale*.

Cette rhétorique républicaine et nationale participe certes d'un projet : le populisme de gauche. Toutefois, on dirait presque un oxymore. Comment comprendre cette alliance de mots ? Un mot n'est pas forcément un concept. Pour interpréter le populisme, il n'est pas besoin de le définir ; le mot existe par ses usages ; il faut donc les retracer sans présumer leur cohérence. Car il n'est pas sûr qu'on puisse leur trouver un dénominateur commun. Et, pour la gauche, c'est tant mieux : si Donald Trump aux États-Unis, Recep Tayyip Erdogan en Turquie, Viktor Orban en Hongrie, et tant d'autres, sont des populistes, alors qu'ont-ils de commun avec des mouvements comme Syriza en Grèce ou Podemos en Espagne ? Le Front national et la France insoumise ont-ils quoi que ce soit en partage ? Si les populistes de droite ne cachent pas leur xénophobie, voire leur racisme, les populistes de gauche rejettent haut et fort, en même temps que cette dérive, le soupçon qui les vise malgré tout.

L'hypothèse d'un « moment populiste »

Dans ces conditions, qu'est-ce qui rapproche suffisamment les uns et les autres pour justifier de les regrouper sous un même substantif ? La philosophe belge Chantal Mouffe donne une réponse à cette question qui exerce actuellement une grande influence, non seulement sur Jean-Luc Mélenchon, mais aussi sur les dirigeants de Podemos – et sur la gauche « de gauche », un peu partout en Europe. A partir de son expérience argentine de

Mieux vaudrait s'adresser en priorité non pas aux électeurs du FN mais aux abstentionnistes, tant il paraît moins improbable de convertir le dégoût de la politique en un goût pour la politique que de transmuter la rancœur d'extrême droite en indignation de gauche.

(1) Chantal Mouffe, Inigo Errejón, *Construire un peuple*, Cerf, avril 2017.

proximité politique avec le couple présidentiel Kirchner, son mari le philosophe Ernesto Laclau avait réhabilité le populisme pour la gauche – à condition de l'appréhender théoriquement comme un « signifiant vide ». Pour sa part, sa veuve parle d'un « *moment populiste* »⁽¹⁾ : les peuples se révolteraient aujourd'hui contre l'hégémonie libérale (en politique) ou néolibérale (économiquement). Érigée en réaction contre « *l'illusion du consensus* » entretenue par la conversion des sociaux-démocrates au néolibéralisme, l'opposition entre « eux » (les élites) et « nous » (le peuple) serait caractéristique du moment politique que nous vivons. Ce n'est pas un hasard si cette hypothèse connaît un tel succès à gauche : elle permet à la fois de penser les succès du populisme de droite et de nourrir les espoirs d'un regain de la gauche grâce au populisme.

Pour autant, une telle analyse pose plusieurs problèmes. Le premier est historique. Comment croire que le populisme de droite traduit une révolte populaire contre le néolibéralisme quand on constate que l'élection de Donald Trump a porté Wall Street au pouvoir ? N'allons pas croire pour autant que les électeurs aient été abusés ; si leurs jugements économiques étaient variables, leur idéologie était claire : le sexisme, le racisme et la xénophobie, que le milliardaire incarnait de manière décomplexée, marquaient doublement leur revanche sur l'avènement d'un Président noir et sur la candidature d'une femme. Les États-Unis ne font pas exception : le référendum sur le Brexit n'a évidemment pas entraîné une rupture britannique avec le capitalisme, mais simplement un changement de Premier ministre au sein du Parti conservateur pour proposer une version plus souverainiste des mêmes politiques. De la Turquie à la Hongrie, sans oublier la Pologne,

loin de rejeter le néolibéralisme, les gouvernants populistes se contentent d'en développer une version autoritaire et nationaliste. On aurait tort de s'en étonner : si, au lieu de prendre pour point de départ le ralliement des sociaux-démocrates au néolibéralisme dans les années 1990, avec Bill Clinton et Tony Blair, on remonte un peu plus loin, au tournant des années 1980, on voit que les figures pionnières de cette mutation du capitalisme, Margaret Thatcher et Ronald Reagan, en proposaient déjà une version populiste. Bref, le néolibéralisme s'accommode fort bien d'un populisme autoritaire.

L'ambiguïté d'un « peuple populaire »

Le deuxième problème est sociologique. La séduction du populisme, surtout à gauche, tient en partie à l'ambiguïté du terme : il peut renvoyer indifféremment au peuple dans sa totalité ou bien seulement aux classes populaires. La définition en opposition aux élites, réduites aux « 1 % », facilite ce glissement : en effet, parler d'un « peuple populaire » (« les gens ») entretient un certain flou sociologique (sur le modèle du slogan : « nous sommes les 99 % ») qui contourne une analyse précise en termes de classe. Il est vrai que les partis sociaux-démocrates, en faisant le choix du néolibéralisme, ont sacrifié leur électorat populaire. Pour autant, c'est à tort qu'on a fait d'un Donald Trump le favori de la classe ouvrière : les Démocrates ont beau reculer dans cet électorat, sa rivale Hillary Clinton n'en continue pas moins de l'emporter dans les catégories à bas revenus (de douze points). Même en écartant les minorités raciales, pour ne parler que des électeurs blancs, on ne constate pas de corrélation entre le revenu et le vote pour Trump. Le milliardaire ne doit pas son succès aux pauvres, mais aux Blancs sans diplôme. Autrement dit, l'enjeu n'est pas



© MATHIEU LUND, LICENCE CC

tant économique que culturel : c'est un vote identitaire. Certes, en France, le Front national attire de plus en plus le vote ouvrier ; encore faut-il remarquer qu'il s'agit des ouvriers... qui votent. Or, comme ailleurs, l'abstention n'est pas également répartie dans la population : les classes populaires votent moins, de même que les minorités raciales, qui y sont d'ailleurs surreprésentées.

De l'efficacité de la stratégie populiste

Ce rappel nous introduit enfin au troisième problème, qui est proprement politique. C'est pourquoi, au lieu de supposer un *moment* populiste, dont la réalité historique et sociologique se révèle discutable, il paraît plus adéquat de prendre pour objet une *stratégie* populiste. L'intention est claire : pour des mouvements de gauche, il s'agit de concurrencer sur son terrain le populisme de droite. C'est ce qui explique la compassion professée pour la souffrance des électeurs du Front national, alors qu'on les rencontre dans toutes les

Le leader de la France insoumise, loin de rejeter un label naguère jugé infamant, revendique fièrement le vocable du populisme pour mieux affirmer son lien avec le peuple (ici, meeting à Toulouse, le 16 avril 2017).

classes, et que certains ouvriers continuent de voter pour d'autres partis, tandis que la plupart préfèrent marquer leur dégoût par l'abstention. Le risque, c'est donc de considérer que le populisme de droite apporte les mauvaises réponses aux bonnes questions. Or ce choix n'est pas la seule option pour reconquérir, sinon « le peuple », du moins les classes populaires. Pourquoi ne pas s'adresser en priorité aux abstentionnistes, soit une autre figure du peuple ?

A juste titre, Ernesto Laclau et Chantal Mouffe rappellent que la politique n'est pas seulement une affaire de raison, mais aussi d'émotions ; reste à penser la pluralité des affects. On peut faire l'hypothèse que le ressentiment cultivé par l'extrême droite xénophobe et raciste est de nature différente de la colère de gauche face aux inégalités qui s'accroissent. La sociologie électorale le confirme d'ailleurs : de même que, statistiquement, les électeurs de gauche ne basculent pas à l'extrême droite (l'hypothèse du « gau-

cho-lepénisme » a été démentie par les enquêtes, qui montrent plutôt un glissement depuis la droite), de même, les électeurs FN ne sont pas récupérés par le populisme de gauche, sinon de manière marginale (d'après les sondages publiés autour de la présidentielle). Le fait majeur, c'est l'étanchéité des électorats entre les populismes de gauche et de droite. Si l'on peut parler de vases communicants en 2017, c'est du Parti socialiste au nouveau vote utile de gauche : la France insoumise.

Mieux vaudrait donc s'adresser en priorité non pas aux électeurs du FN mais aux abstentionnistes, tant il paraît moins improbable de convertir le dégoût de la politique en un goût pour la politique que de transmuter la rancœur d'extrême droite en indignation de gauche. Pour la gauche, la stratégie populiste n'est donc pas de bonne politique. Tout juste permet-elle d'éviter, en mettant l'accent sur une définition négative (contre les élites), la formulation d'un projet positif (pour un autre modèle de société). ●